Communiqué
Le 21 février 2017

L'AFD soutient 21 nouveaux projets d'OSC françaises pour un montant de 11,46 M d'euros

Le Comité spécialisé du Conseil d'Administration de l'AFD pour l'appui aux initiatives des ONG s'est réuni le 21 février 2017. Il a approuvé l'attribution des subventions suivantes :

SOLTHIS – Accès à la charge virale et amélioration de la qualité de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH en Guinée

L'examen de charge virale est le seul examen médical existant aujourd'hui pour vérifier l'efficacité des traitements VIH. Comme tout examen, le rendre disponible ne suffit pas à le rendre accessible. Pour remédier à ce problème, le projet porté par SOLTHIS expérimentera de nouvelles approches visant à améliorer son accès par les personnes vivant avec le VIH en Guinée et à promouvoir le respect de leurs droits. Le projet s'attachera à décloisonner l'offre et la demande d'examen d'une part, et les relations entre soignants et soignés d'autre part dans deux zones du pays (Guinée Conakry et Kankan). Outre l'examen de charge virale, des modalités de prise en charge peu connues encore en Guinée seront testées, comme l'accompagnement psycho-social des patients et la prise en compte des représentations entre personnel médical et patients. Un collectif inter-associatif en capacité de dialoguer avec les autorités sur le respect des droits des patients sera structuré et accompagné. Les changements induits sur les pratiques et la qualité de la prise en charge seront suivis par un dispositif fourni de recherche-action. Plus de 10 000 personnes bénéficieront du projet, soit 30% des patients suivis sous traitement dans le pays.
Subvention de 849 837 euros, soit 49% du montant du projet sur trois ans.

FIACAT - Contribuer à réduire la détention préventive abusive dans les prisons en République du Congo, en Côte d'Ivoire et à Madagascar

Une personne sur trois derrière les barreaux dans le monde n'a pas été reconnue coupable d'une infraction, et le recours excessif à la détention préventive en est la principale cause. L'Afrique est la deuxième région la plus touchée par cette « solution par défaut » des systèmes de justice pénale, qui porte atteinte aux droits fondamentaux des personnes, au fonctionnement de la justice et au développement des sociétés. Elle engendre notamment une surpopulation carcérale, qui sous certaines conditions, s'apparente à de la torture. Le projet porté par la Fédération internationale de l'action des chrétiens contre l'abolition de la torture (FIACAT) et ses associations nationales membres formera collectivement les acteurs de la chaîne pénale et de la société civile locale aux garanties judiciaires de la détention dans quatre prisons particulièrement touchées par la détention préventive abusive en République du Congo, en Côte d'Ivoire et à Madagascar. Il s'attachera aussi à accompagner les autorités nationales compétentes à mettre en œuvre les recommandations des mécanismes internationaux et régionaux de défense des droits de l'homme. Au travers de ce projet, 120 personnes verront leurs connaissances et capacités à faire respecter la procédure de détention

préventive renforcées et 80% des cas de détention préventive abusive seront traités en vue de la libération rapide des détenus.
Subvention de 177 500 euros, soit 35,67% du montant du projet sur trois ans.

Secours catholique Caritas France - Soutenir l'accès à l'emploi des jeunes dans la bande de Gaza

Dans la bande de Gaza, le chômage affecte près de 65 % des jeunes de 15 à 29 ans et près de 45% de la population globale. Le projet du Secours Catholique Caritas France entend soutenir l'accès des jeunes à l'emploi en accompagnant les diplômés des centres de formation technique et professionnelle par plusieurs voies complémentaires. Il s'agit de les aider à trouver un emploi grâce à des stages professionnalisants et rémunérés et en leur apportant un accompagnement vers l'emploi. Le projet appuiera aussi les jeunes qui souhaitent lancer leur propre activité par une formation à la gestion d'une Très petite entreprise (TPE), à l'élaboration d'un business plan, ainsi qu'un soutien financier, du coaching et un suivi de l'activité. Le projet accompagnera le partenaire local, le Conseil des Eglises du Moyen Orient (Near East Council of Churches), dans le développement de ses actions de soutien à l'employabilité des jeunes. Le dispositif du projet prévoit la mise en place d'une concertation entre acteurs publics, société civile et entreprises gazaouies pour une meilleure coordination et efficacité de la lutte contre le chômage. Il bénéficiera directement à 300 jeunes ainsi qu'à 1500 membres de leurs familles.
Subvention de 543 812 euros, soit 50 % du coût du projet sur trois ans.

Fonds Solidarité Sida Afrique – Accompagner des associations africaines de lutte contre le sida vers une plus grande autonomie

Le projet porté par le Fonds Solidarité Sida Afrique a pour objectif de renforcer les capacités de dix associations africaines de lutte contre le sida, de taille intermédiaire, sur huit pays. Le projet permettra d'établir un diagnostic global et participatif des associations bénéficiaires, un plan d'action et des outils pour mobiliser efficacement des ressources. Il accompagnera chacune des associations dans le renforcement de sa gouvernance, sa politique de gestion des ressources humaines et sa politique de gestion financière. Il soutiendra des actions de prévention et de prise en charge médicale et psychosociale mises en œuvre par les partenaires. Les expériences de renforcement de capacités seront enfin capitalisées, dans une dynamique Sud-Sud. En fin de projet, dix associations de lutte contre le sida auront gagné en autonomie et 20 000 personnes vivant avec le VIH bénéficieront d'actions de prévention et de prise en charge de meilleure qualité.
Subvention de 450 000 euros, soit 49,6% du montant total du projet, sur trois ans.

Planète Enfants et Développement – Emanciper les femmes et protéger leurs enfants au Népal

Les inégalités entre les femmes et les hommes sont élevées au Népal. Elles se traduisent par une préférence familiale et légale accordée aux fils, un accès limité aux ressources et de nombreuses atteintes à l'intégrité physique des femmes et des filles (violences sexuelles, mariages forcés, traite et exploitation). Le projet porté par Planète Enfants et Développement a pour ambition de s'attaquer aux inégalités dans leurs dimensions sociales, économiques, à caractère ethnique et de genre. L'objectif est de donner aux femmes les moyens de faire respecter leurs droits, de sortir des situations d'exploitation et de domination dont elles font l'objet et d'exercer pleinement leur parentalité. Il s'agit aussi de donner à leurs enfants et à ceux de leurs communautés d'appartenance un environnement éducatif bienveillant favorable à leur bon développement et à leur bien-être. Le projet cible les femmes qui sont marginalisées, en raison de leur appartenance ethnique pour les Chepang de la région de Dhading, ou de leur situation « professionnelle » pour les travailleuses du secteur des « loisirs » à Katmandou. Il bénéficiera directement à 500 jeunes filles et femmes, plus de 600 enfants, une centaine de personnes de la communauté éducative et à une quarantaine d'hommes.
Subvention de 310 000 euros (50% du montant total du projet) pour trois ans.

CARE France - Résilience face aux aléas climatiques au Nord Cameroun

Au Nord Cameroun, la vulnérabilité élevée face aux risques climatiques contribue à dégrader les conditions de vie des populations. Le projet porté par CARE dans quatre communes de cette région propose d'améliorer les capacités de résistance, de récupération et d'adaptation des ménages affectés de façon chronique par les chocs climatiques, les crises alimentaires induites, et une pression

démographique non maitrisées sur les ressources alimentaires. Le projet propose de renforcer les capacités des municipalités, des structures de dialogue, des associations de quartiers et des comités de gestion des points d'eau sur ces questions. Il s'agit notamment d'anticiper les effets des aléas climatiques en période de soudure, de développer des stratégies de résistance et d'adaptation aux aléas climatiques, de mettre en place une surveillance alimentaire et nutritionnelle, de réduire les risques et l'adaptation aux aléas climatiques. Le projet prévoit aussi d'insérer les jeunes et les femmes en décrochage scolaire à travers l'apprentissage et d'améliorer la qualité des services de santé, d'eau et d'assainissement. Des leaders communautaires, des OSC et des responsables municipaux seront impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'actions communautaires. Cette action bénéficiera directement à 3 350 ménages parmi les plus vulnérables et plus largement à 670 000 personnes.
Subvention de 400 000 euros (50 % du coût global du projet) pour deux ans.

Coordination SUD – Renforcer les capacités d'analyse, d'actions et de plaidoyer des ONG françaises

Principale plateforme nationale des OSC françaises depuis plus de 20 ans, Coordination SUD entend continuer à renforcer, à travers ce nouveau triennal, sa contribution aux politiques publiques relatives aux questions humanitaires, de développement durable et de solidarité internationale, en fédérant, renforçant et valorisant les OSC françaises. L'ambition est de développer, sur les trois prochaines années, les capacités d'analyse et d'action collectives des OSC françaises et de les aider à travailler avec toujours plus de qualité et d'impact dans un environnement institutionnel et financier complexe. Coordination Sud poursuivra ses missions politique, syndicale et de centre-ressources au service de ses membres toujours plus nombreux, de la communauté des OSC françaises et de leurs partenaires. Ce nouvel appui se concentrera sur trois objectifs : approfondir l'analyse et la connaissance collective des OSC sur les questions de développement ; renforcer collectivement la plate-forme pour mieux anticiper, résister ou s'adapter aux défis de demain et être une force de proposition utile ; enfin, influencer les acteurs clés de l'aide au développement et porter les messages des OSC sur les enjeux majeurs du développement durable et de la solidarité internationale
Subvention de 2 943 314 euros (60% du montant total du projet) pour trois ans.

AMREF – Renforcer les capacités des infirmiers et des sages-femmes au Sénégal

Au Sénégal, le taux moyen de mortalité maternelle est assez élevé, avec 434 morts pour 100 000 naissances vivantes en 2013. La faible prise en charge de la santé materno-infantile est liée à un déficit de qualité des ressources humaines en santé maternelle, néonatale et infanto-juvénile et une inégale répartition des sages-femmes et infirmiers sur le territoire au détriment des zones rurales isolées. Le projet porté par l'Association pour la médecine et la recherche en Afrique (AMREF) vise à harmoniser les formations médicales de l'ensemble des sages-femmes et infirmiers en activité et formés avant 2009, aux niveaux national et régional, et à requalifier les apprenants au grade supérieur. La formation sera dispensée à distance grâce à un mode d'apprentissage mixte, à la fois traditionnel et numérique. Au cours des trois années concernées par cette phase du projet, 800 sages-femmes et infirmiers seront formés, 80 tuteurs et 27 enseignants menant les activités de formation verront leurs compétences renforcées en matière d'enseignement et d'encadrement des étudiants. De façon indirecte, le projet bénéficiera à près de 3,3 millions de femmes en âge de procréer et à près de 2 millions d'enfants de moins de 5 ans qui auront ainsi un meilleur accès aux soins de santé maternelle et infantile.
Subvention de 500 000 euros (48,5% du montant total du projet) pour trois ans.

Migrations et Développement – Retenir l'eau pour retenir les jeunes agriculteurs dans le Sud marocain

Le projet porté par Migrations et Développement vise à installer des retenues collinaires afin de contribuer à limiter l'exode rural des jeunes agriculteurs dans le Sud marocain. Ce projet, première phase d'une durée de trois ans, encourage la mise en œuvre d'une agriculture adaptée au changement climatique et génératrice de revenus. Quatre retenues collinaires seront mises en place afin de sécuriser l'accès à l'eau. Couplés à des formations agro-écologiques pour les agriculteurs, ces petits aménagements hydrauliques permettent de mieux protéger les terres cultivées. Le projet vise à initier une dynamique territoriale en faveur de solutions durables impliquant les associations villageoises, les communes et les institutions publiques. Il répond à des enjeux de transition climatique particulièrement prégnants dans cette région du Maroc. Le projet bénéficiera directement à 1 930

villageois, dont 1 195 femmes, 4 associations villageoises, 4 communes territoriales soit 60 élus et 24 fonctionnaires. Il aura un impact plus large auprès de 40 000 habitants des 4 territoires ciblées (villages d'Afella Ouzaghar, Hloukte, Tagmoute et vallée d'Ifrda) et 2 815 migrants vivant en France et originaires de ces villages
Subvention de 250 000 euros (50% du montant total du projet) sur trois ans

Action Contre la Faim - Approche pilote pour lutter contre la sous-nutrition au Cambodge

Le projet porté par Action Contre la Faim vise à apporter une solution à la sous-nutrition au Cambodge à la fois durable et résiliente aux impacts du changement climatique. Il concerne 22 villages du district de Choam Khsan, dans la province de Preah Vihear, au Nord du pays. Suivant une approche multisectorielle pilote, le projet interviendra dans les quatre domaines qui influent sur la nutrition : renforcement des capacités des acteurs et égalité hommes-femmes ; nutrition ; sécurité alimentaire ; eau, assainissement et hygiène. Il ciblera en particulier les femmes et les enfants de moins de 5 ans, pour lesquels les indicateurs de malnutrition et de pauvreté sont très préoccupants dans cette province. Cette approche, testée sur la zone du projet, pourra être étendue ensuite à d'autres régions. Le projet touchera environ 25 000 personnes, soit 5 400 foyers.
Subvention de 360 000 euros (soit 40,55% du total) sur trois ans.

Comité de coopération avec le Laos – Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Nord Laos

Le projet du Comité de coopération avec le Laos a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des minorités ethniques isolées vivant dans les provinces montagneuses de Phongsaly et de Luang Namtha, au Nord du Laos. L'objectif est d'améliorer l'état nutritionnel des populations, en particulier les femmes et les enfants ; de préserver et valoriser les ressources locales par des pratiques agro-écologiques durables ; de renforcer les compétences et l'autonomie des partenaires locaux (autorités locales, organisations de la société civile, groupements de producteurs, groupements de femmes…). Le projet fait partie d'un programme plus large, cofinancé par l'Union européenne, et sera mis en œuvre en partenariat avec CARE International. Le projet touchera 50 villages répartis dans 5 districts, soit environ 5 000 familles et 138 000 habitants, issus principalement des minorités ethniques de la zone.
Subvention de 500 000 euros (soit 44% du montant total) sur trois ans.

ASMAE – Promouvoir l'insertion des enfants les plus vulnérables à l'école à Antananarivo

Le projet d'ASMAE vise à promouvoir l'inclusion et la rétention des enfants des plus vulnérables au sein des écoles traditionnelles d'Antananarivo, la capitale malgache. Il cible des enfants et des jeunes de 7 à 18 ans exclus du système scolaire ou en grande difficulté d'apprentissage. Pour cela, ASMAE s'appuie sur un partenariat avec trois OSC malgaches professionnelles de l'enfance (Manda, Hardi et Kozama). Les activités consistent à former et accompagner le personnel éducatif en matière d'alphabétisation et de soutien scolaire, promouvoir le développement global de l'enfant en impliquant la famille et la communauté, et renforcer les 3 OSC malgaches partenaires sur des enjeux de plaidoyer, de recherche et de financement. Le projet permettra de prendre en charge 861 enfants et jeunes, 40 professionnels de l'éducation et personnels issus des partenaires locaux, les professionnels de 43 écoles publiques, environ 1000 parents.
Subvention de 294 969 euros (soit 50% du montant global du projet) sur trois ans.

GRDR – Appui à des systèmes alimentaires durables à Dakar

L'initiative portée par le Groupe de recherche et de réalisations pour le développement (GRDR) a pour objectif de renforcer la résilience des populations en situation de vulnérabilité alimentaire dans la zone périurbaine de Dakar, au Sénégal. Pour cela, le projet propose d'accompagner la mise en place de systèmes alimentaires durables, notamment autour de la mise en place de cantines scolaires, et de favoriser la promotion de produits locaux à haute valeur nutritive. Le projet devrait bénéficier à 4000 élèves dans cinq écoles publiques de la banlieue de Dakar. Il concernera également les 65 enseignants et les membres des comités de gestion des écoles et des associations de parents d'élèves. Une dizaine d'organisations de producteurs et transformateurs de produits agricoles sont impliqués dans l'approvisionnement des cantines.

Le département de Rufisque et les communes où sont implantées les écoles seront également des partenaires du projet.
Subvention de 400 000 euros (42% du budget total du projet) sur trois ans.

Gevalor – Valorisation des déchets à Lomé

Gevalor intervient à Lomé au Togo depuis 2011 pour accompagner un opérateur associatif local, ENPRO, dans la valorisation de déchets organiques du cinquième arrondissement de la ville. L'objectif est d'améliorer la qualité de vie des habitants du quartier et d'expérimenter un mode de gestion des déchets durable sur le plan environnemental et économique. Avec l'appui de Gevalor, ENPRO a ainsi mis en place à partir de 2010 une plateforme pilote de tri et de compostage des déchets domestiques qu'elle collecte auprès des habitants. Fin 2015, 2500 tonnes de déchets ménagers avaient été traitées chaque année an pour produire 250 tonnes de compost et l'émission de 3 885 tonnes équivalent CO2 avaient été évitées entre 2013 et 2015. ENPRO emploie aujourd'hui près de 50 personnes du quartier. Durant cette nouvelle phase, GEVALOR et ENPRO ont pour ambition de consolider et de pérenniser l'activité d'ENPRO, à travers la mise en place d'un cadre de concertation et d'actions concrètes de sensibilisation et de coordination avec l'ensemble des acteurs de la filière déchets et le renforcement du modèle économique d'ENPRO. Le projet devrait bénéficier directement à environ 1700 personnes et indirectement aux 21 000 habitants du quartier dont les déchets seront collectés plus régulièrement et traités par compostage.
Subvention de 200 000 euros (31,4% du montant total du projet) sur trois ans

AVSF – Appui aux petits producteurs de cacao bio et équitable en Equateur

Suite au séisme qui a violemment frappé la côte Nord de l'Equateur en avril 2016, Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF), en partenariat avec l'entreprise de commerce équitable Ethiquable, propose d'appuyer la FONMSOEAM, une coopérative de production et de commercialisation équitable de cacao fin et biologique située dans la province d'Esmeraldas ainsi que ses familles paysannes membres. L'objectif est de restaurer les conditions de vie des petits agriculteurs et de rétablir l'équilibre d'activité de la coopérative de manière durable. Deux volets d'activités sont programmés : la réhabilitation des infrastructures individuelles et collectives des petits producteurs et de leur coopérative détériorées par le séisme, le renforcement des capacités humaines et matérielles de la structure pour accroître et pérenniser son activité. Le projet devrait ainsi bénéficier directement à 600 familles de petits producteurs de cacao biologique membres de la coopérative, ainsi qu'aux salariés de cette organisation. Par ailleurs, 3000 familles de producteurs dans la région, non membres de la coopérative, bénéficieront indirectement de prix plus rémunérateurs.
Subvention de 537 896 euros (50% du montant total du projet) sur 28 mois, mobilisée sur la réserve 10% post-crise.

IRAM – Appuyer la filière lait au Niger

Le projet proposé par l'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (IRAM) fait suite à une première phase qui avait permis d'appuyer deux centres de collectes laitiers ainsi que la laiterie Solani au Niger. L'objectif est de renforcer les deux centres de collecte existants en matière de gouvernance, de gestion, de fonctionnement, d'implication des acteurs et de participation des femmes et de mettre en place deux nouveaux centres. L'enjeu est aussi de contribuer au développement de la filière lait locale en promouvant des concertations entre les acteurs et le lancement par l'entreprise Solani d'une gamme de produits laitiers locaux durables. Ce projet qui mise sur des produits « 100% nigériens » vise à déployer des centres de collectes laitiers multi-services, qui agissent comme centres de prestation de services afin de mieux répondre aux contraintes et aux attentes des acteurs de la filière, notamment des éleveurs périurbains. Le projet permettra de mieux articuler les systèmes pastoraux avec l'élevage périurbain et de répondre ainsi aux exigences en volume et en qualité des laiteries industrielles existantes. Pour mettre en œuvre ce projet, l'IRAM continuera de s'appuyer sur trois partenaires locaux complémentaires : l'association Karkara, association nigérienne pour la dynamique des initiatives locales, l'entreprise Solani - seconde laiterie du Niger par son chiffre d'affaire, et le Réseau Billital Maroobé, premier réseau sous régional d'éleveurs.
Subvention de 250 000 euros (45% du montant total du projet) sur trois ans.

Apprentis d'Auteuil – Promouvoir les droits des enfants et des jeunes en situation de rue à Kinshasa en RDC

Kinshasa compte entre 30 000 et 50 000 enfants et jeunes en situation de rue, dont un tiers de filles. Particulièrement vulnérables, ils sont victimes de répression, de violences physiques, psychologiques ou sexuelles, et ils souffrent également d'une forte insécurité sanitaire (consommation de drogue, forte exposition aux IST, au VIH/SIDA). L'objectif de cette seconde phase du projet porté par Apprentis d'Auteuil est de réduire le phénomène des enfants en situation de rue à Kinshasa en menant des actions de prévention de la séparation avec les familles et en les réinsérant de manière durable dans la société. Pour mener à bien ses actions, Apprentis d'Auteuil s'appuie sur le Réseau des éducateurs des enfants et jeunes de la rue (REEJER), une plateforme d'OSC congolaises œuvrant pour la prévention du phénomène des enfants en situation de rue, la protection et la promotion de leurs droits, ainsi que sur six OSC membres de ce réseau, déjà partenaires dans la première phase. Le projet touchera directement 6000 enfants et jeunes.
Subvention de 500 000 euros (40% du montant total du projet) pour trois ans.

GREF - Renforcer les capacités des acteurs de l'éducation au Bénin, Maroc et Sénégal

Le projet porté par le Groupement des éducateurs sans frontières (GREF) vise à renforcer les capacités des acteurs de l'éducation formelle et non formelle au Bénin, au Maroc et au Sénégal à travers la promotion de la qualité de l'éducation. Les actions mises en œuvre dans cette deuxième phase porteront sur la petite enfance, les enfants vulnérables et l'appui à l'enseignement formel. Le projet entend appuyer et renforcer les organisations de la société civile ainsi que les institutions des trois pays en faveur d'une éducation inclusive de qualité. Les activités consisteront à favoriser la préscolarisation des enfants de 3 à 5 ans, à améliorer la prise en charge des enfants et des jeunes vulnérables et déscolarisés via le renforcement des compétences des acteurs publics et privés non lucratifs. Il s'agira enfin d'accompagner les cadres de l'éducation, les enseignants et les animateurs socio-éducatifs en matière de pédagogie, de didactique et de gouvernance. Le projet ciblera 2 665 personnels chargés d'encadrement, de formation et de gestion dans les trois pays.
Subvention de 500 000 euros financés par l'AFD (38,08% du montant total du projet) sur 2 ans.

Association voûte nubienne - Construire autrement avec les acteurs locaux au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal

Cette deuxième phase du projet porté par l'Association voûte nubienne a pour objectif de soutenir un accès pérenne des populations rurales à un habitat durable et à très faible empreinte carbone au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. A travers la promotion de constructions en terre selon la technique de la voûte nubienne, le projet permettra de manière concrète à plus de 8 800 personnes de construire leur maison selon cette technique et à 7100 personnes d'avoir accès à des services dans des bâtiments communautaires ou publics de type voûte nubienne. Plus de 4 100 maçons seront directement impliqués dans les chantiers. Le projet aura un impact en matière d'adaptation et d'atténuation du changement climatique dans le secteur de l'habitat tout en contribuant aux dynamiques de renforcement des économies locales. Pour atteindre ces objectifs, le projet active plusieurs leviers autour du triptyque « Un Toit – Un Métier - Un Marché ». Les activités portent sur les incitations et le suivi des constructions en voûte nubienne, la formation des maçons et le développement de leurs capacités entrepreneuriales et enfin, la promotion d'un environnement institutionnel qui permette de favoriser ce type de constructions.
Subvention de 815 000 euros (soit 39% du montant total du projet) sur 32 mois

GRDR - Agir pour les ODD grâce à la prise en compte des migrations

Le projet porté par le Groupe de recherche et de réalisations pour le développement (GRDR) vise à promouvoir les Objectifs du développement durable (ODD), en prenant les migrations comme clé de lecture et comme levier d'action. Il s'agit de fournir des outils pour concevoir et mener, au niveau territorial, des actions d'Education au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI) autour de ce thème. Le GRDR mènera des actions au niveau local, en partenariat avec des acteurs territoriaux (collectivités locales, associations de solidarité internationale, organisations de migrants, réseaux multi-acteurs…), dans cinq régions françaises (Ile-de-France, Hauts-de-France, Normandie, Centre Val-de-Loire et Grand Est). Les contenus pédagogiques produits seront diffusés à plus grande échelle via des outils numériques et avec l'appui de plateformes et partenaires nationaux et européens. Les activités consistent en des sessions de formation, des animations participatives, des bourses et Prix « J'M Jeunesse et migrations », la réalisation d'une étude territoriale sur les impacts

des migrations en faveur du développement durable, la conception et la diffusion d'outils pédagogiques, l'accompagnement et la réalisation d'une centaine d'actions d'EAD-SI. Le programme concernera 450 organisations de migrants, une centaine d'associations de solidarité internationale et une centaine de collectivités territoriales, 4780 personnes formées ou accompagnées dans le cadre du projet et 6 000 personnes impliquées dans les campagnes et actions de sensibilisation.
Subvention de 400 000 euros (60 % du budget total) sur trois ans.

ATES – Appui à la filière du tourisme équitable et solidaire

Le projet porté par l'Association pour le tourisme équitable et solidaire (ATES) vise à pérenniser et étendre la filière du tourisme équitable et solidaire et à renforcer sa visibilité. Les activités seront déclinées en trois axes : la promotion et la communication ; la structuration et le renforcement du milieu ; et enfin l'innovation. Elles incluront notamment : la sensibilisation du grand public, le plaidoyer institutionnel, le renforcement des capacités des acteurs du secteur, l'évaluation des pratiques, l'élaboration de méthodologies de mesure d'impact, le repérage et la valorisation de pratiques innovantes, la mobilisation des voyageurs comme ambassadeurs du tourisme équitable et solidaire (TES)… L'ensemble de ces actions permettra de poursuivre la professionnalisation de la filière, de mieux mesurer et valoriser l'impact du TES sur les territoires de destination, de consolider et d'étendre la communauté des acteurs, d'identifier de nouvelles pratiques et offres, d'accroître le nombre de citoyens connaissant et pratiquant ce type de tourisme, d'avoir des impacts positifs en termes de développement économique et humain pour les territoires de destination. Elles impliqueront plus de 380 ONG, 150 partenaires locaux dans 50 pays de destination, et plus de 6 000 voyageurs par an.
Subvention de 285 000 euros (soit 57 % du budget) sur trois ans